



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE



200405955

DRIRE

Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement

AQUITAINE

www.aquitaine.drire.gouv.fr

GS des Pyrénées Atlantiques
Subdivision de BAYONNE
"Le Capitole"
3, Rue Armand Toulet
64600 - ANGLET -

Appel direct : 05 59 52 97 20
Télécopie : 05 59 52 97 26
Affaire suivie par : Emmanuel DEJONGHE
E-Mail : emmanuel.dejonghe@industrie.gouv.fr
réf : ED/CD/GS64B/297/2007
N° GIDIC : 52.4605

CM 1381

BAYONNE le 11 octobre 2007

OBJET : Dossier de demande d'autorisation pour l'approfondissement de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire présenté par la société CEMEX Granulats Sud-Ouest sur le territoire de la commune de CARRESSE-CASSABER au lieu dit "Lagut"

RÉFÉRENCE : Transmission du 22 janvier 2007 de Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques.

== RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSÉES ==

Par transmission visée en référence, Monsieur le Préfet des Pyrénées Atlantiques, nous a adressé pour avis et propositions, un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation en application de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, présenté par la société CEMEX Granulats Sud-Ouest, pour la carrière à ciel ouvert de calcaire qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Carresse-Cassaber au lieu dit « Lagut ».

I. PREAMBULE

I.1. Historique

L'exploitation de cette carrière a été accordée en 1975 à la société SOPHITRA pour une superficie de 5,5 ha et une durée de 30 ans. En mars 1992, cette société a bénéficié d'une autorisation d'extension pour une surface totale de 11,58 ha avec un renouvellement de la durée d'exploitation pour 30 ans, soit jusqu'au 13 mars 2022.

Cette autorisation a été transférée au nom de la société Sablières et Entreprises Morillon Corvol, par arrêté du 23 juin 1992. Un arrêté modificatif du pasage d'exploitation et de la cote minimale d'extraction a été notifié le 29 avril 1994.

Cette autorisation a été transférée au bénéfice de la société Morillon Corvol Sud Ouest, par arrêté du 8 juin 1999, et le 15 février 2007 au nom de la société CEMEX Granulats Sud-Ouest.

Les installations de premier traitement des matériaux bénéficient d'un récépissé de déclaration n° 91/IC/115 en date du 13 mars 1991.

I.2. Principaux enjeux du dossier

La société CEMEX Granulats Sud-Ouest a déposé auprès de Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, un dossier de demande d'approfondissement de l'autorisation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire qu'elle exploite à Carresse-Cassaber. Cette demande concerne un approfondissement du carreau de la carrière, sans modification du périmètre d'exploitation, ni modification de la production, ni des conditions d'exploitation.

Bien que l'échéance de l'autorisation d'exploitation n'arrivera qu'en 2022, le gisement actuel arrivera en fin d'exploitation fin 2007 - début 2008. Afin de pouvoir pérenniser le gisement, l'exploitant étudie un projet d'extension qui nécessite une phase d'étude et de réflexion dont la durée n'est pas compatible avec la durée du gisement restant.

Ainsi ce projet prolongerait d'environ 3 ans la durée d'extraction. Un approfondissement de 20 mètres du carreau permet d'extraire environ 280 000 m³ de matériaux supplémentaires, soit environ 750 000 tonnes, avec une production maximale inchangée de 250 000 tonnes par an.

Le périmètre de l'autorisation ne change pas. Il concerne les parcelles suivantes :

Commune	Section	N° de parcelle	Surface en m ²
Carresse-Cassaber	169 A	209	11 730
		214	7 280
		215	150
		219	9 260
		224	1 700
		225	7 000
		226	4 350
		227	1 780
		228	6 180
		232	1 380
		233	2 600
		234	15 680
		235	1 040
		418	2 520
		419	870
		420	2 940
		440	4 488
		441	11 225
		442	2 495
		443	63
		444	1 057
		445	5 409
		446	351
447	3 065		
448	315		
449	4 035		
450	2 405		
451	20		
469	4 376		
	portion de chemin rural	≈ 36	
Emprise totale			115 800

Les enjeux principaux de ce dossier pour la protection de l'environnement sont :

- Impact des nuisances dues aux tirs de mines
- Impact sur les eaux souterraines et sur le Saleys

II. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

II.1. Le demandeur (identité, capacité technique et financière)

Demandeur	CEMEX Granulats Sud-Ouest
Forme juridique	SAS au capital de 10 588 736 €
Siège social	2 rue du Verseau SILIC 423 94 583 RUNGIS Cedex
Siège administratif	13 rue des Lacs BP 25112 – LESPINASSE 31 151 FENOUILLET Cedex
Siret	896 950 292 000 46
Registre du commerce	CRETEIL B 896 950 292
Code APE	142 A
Représentée par	Monsieur Fabrice CHARPENTIER – Directeur Régional

II.2. Le site d'implantation, ses caractéristiques

Le site d'exploitation de la carrière est localisé à l'Est du bourg de Cassaber, en bordure de la RD 17. Il est situé sur le versant Sud d'un ensemble de collines modelé par l'érosion. Il surplombe la rivière Le Saleys, affluent du Gave d'Oloron, qui s'écoule au Sud-Est du site.

Les habitations du bourg de Cassaber sont situées à l'Ouest et au Sud-Ouest de la carrière. L'habitation la plus proche est située à environ 180 mètres de la zone d'approfondissement.

A 300 mètres à l'Est du site, en rive gauche du Saleys, la société LAFARGE Plâtres exploite une carrière à ciel ouvert de gypse.

Le site d'extraction n'est pas situé dans un périmètre de protection d'un captage d'eau potable. La commune de Carresse-Cassaber est alimentée en eau potable par un captage situé à 3,5 km au Sud du site, dans la plaine alluviale du gave d'Oloron.

Le secteur de la carrière n'est pas situé dans un périmètre de ZNIEFF ou de ZICO. Toutefois le ruisseau Saleys appartient au réseau hydrographique du Gave d'Oloron qui est inscrit comme Site d'Importance Communautaire (SIC) FR7200791. Ce ruisseau longe en partie Sud le périmètre de la carrière.

Le Saleys n'est ni classé en axe bleu ni en zone verte par le SDAGE Adour-Garonne, toutefois les mesures de gestion et de protection des milieux aquatiques s'appliquent au projet.

Le schéma départemental des carrières des Pyrénées-Atlantiques adopté le 12 avril 2002, n'apporte pas de contrainte supplémentaire au projet.

II.3. Le projet, ses caractéristiques

II.3.1. Nature et contexte du projet

Les surfaces concernées par la demande d'approfondissement sont situées au centre du périmètre actuellement autorisé, sur une superficie d'environ 1,8 ha. Le gisement exploité se compose d'un calcaire daté de l'Urgonien (secondaire) dont l'épaisseur est supérieure à 100 mètres. Il s'agit d'un calcaire gris, souvent bitumineux, caractérisé par la présence de lits marneux en intercalation.

Le projet consiste à ouvrir 2 nouveaux fronts de 10 mètres, séparées par une banquette de 10 mètres pour l'utilisation en tant que piste et ramené à 4 mètres lors de la remise en état.

La cote minimale d'extraction sera de - 30 m NGF et pourra atteindre - 33 m NGF à l'emplacement de la pompe d'exhaure. Le volume de matériaux à extraire est estimé à 280 000 m³, avec une densité en place de 2,7 t/m³, soit environ 750 000 tonnes. La production maximale est limitée à 250 000 tonnes par an. La durée des travaux est donc estimée à environ 3 années de production, nettement inférieure à la durée de l'autorisation actuelle dont l'échéance est le 13 mars 2022.

Les matériaux continueront à être abattus à l'explosif, par foration de mines verticales. Toutefois, les plans de tirs seront adaptés selon les conclusions de l'expertise réalisée dans le cadre de ce dossier par le cabinet SAGEC en date du 12 juillet 2006. Les forages seront réalisés sur une hauteur de 6,5 mètres, selon un maillage de 3,5 m x 3,5 m, avec des charges unitaires comprises entre 25 et 28 kg. Il s'agira d'une technique de tir dit à foisonnement vertical, ou « tir cratère », avec un amorçage séquentiel. Le diamètre de la foration sera compris entre 102 et 127 mm.

Les matériaux abattus continueront à être repris par une pelle hydraulique et transportés par tombereaux jusqu'aux installations de traitement au Sud de la carrière, ou stockés séparément pour les blocs d'enrochements.

II.3.2. Classement des installations

Le tableau de classement de la carrière au titre de la législation sur les installations classées ne sera pas modifié et s'établit comme suit :

<i>RUBRIQUE</i>	<i>DESCRIPTION</i>	<i>VOLUME</i>	<i>REGIME²</i>
2510-1	Exploitation de carrière	Superficie de 115 800 m ²	A

² Régime correspondant (AS, A, D, NC)

II.4. L'impact en fonctionnement normal et les mesures de réduction

II.4.1. Paysage et cadre de vie

II.4.1.1 Impact visuel

Seules les fronts supérieurs de la zone d'extraction exposés au Sud sont perceptibles depuis la plaine du Gave d'Oloron. L'approfondissement n'entraînera donc pas une augmentation des possibilités de vue, et ne changera pas le mode d'occupation du sol.

Il n'y aura que la topographie définitive du site qui sera modifiée, avec une profondeur maximale du plan d'eau passant de 25 à 45 mètres.

II.4.1.2. Impact sur la faune et la flore

L'emprise du projet d'approfondissement étant située au centre de l'extraction actuelle, il n'y aura pas de nouvel impact sur la faune et la flore.

II.4.1.3. Impact sur les transports

Le trafic routier engendré par l'activité de ce projet, n'augmentera pas le trafic actuel.

Le raccordement à la RD 17, qui traverse la commune d'Est en Ouest, est aménagé en sortie direct de l'aire des installations de traitement. La visibilité est correcte au regard du trafic.

II.4.2. Impact sur l'eau

Une analyse hydraulique et hydrogéologique a été établie par le bureau d'études HYDRATEC, afin de :

- présenter l'impact du rabattement actuel de la nappe et sur le régime du Saleys
- présenter l'impact du rejet des eaux d'exhaure sur la qualité des eaux du Saleys
- d'apprécier l'impact de l'approfondissement de 20 mètres, surcreusement à - 30 m NGF

II.4.2.1. Eaux souterraines

Le massif calcaire urgonien exploité par la carrière, constitue un réservoir aquifère d'une emprise limitée de l'ordre de 0,5 km². L'alimentation de cet aquifère est réduite à l'impluvium topographique du massif calcaire (0,5 km²) et aux échanges avec la plaine alluviale et le Saleys.

L'approfondissement du carreau de la cote - 10 m NGF à - 30 m NGF, engendrera une augmentation du débit de rabattement de la nappe de 15 m³/h à 25 m³/h.

Le rabattement de la nappe présente peu d'impact sur la piézométrie locale.

II.4.2.2. Eaux de surfaces

L'approfondissement du carreau n'entraînera pas une augmentation du volume des eaux superficielles interceptées.

L'étude HYDRATEC montre que pour un approfondissement jusqu'à la cote - 30 m NGF, le débit moyen du pompage en fond de fouille passera de 15 à 25 m³/h. Ce pompage est effectué de manière discontinue, au maximum une journée par semaine, et permet un rejet dans le Saleys après décantation, sans perturber le débit de ce cours d'eau.

Un suivi mensuel de la qualité des eaux du rejet vers le Saleys, permet de s'assurer de la conformité des différents paramètres définis dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié. Ces paramètres concerneront :

- le pH : compris entre 5,5 et 8,5
- la température : inférieure à 30 °C
- les matières en suspension totales : concentration inférieure à 35 mg/l
- la demande chimique en oxygène : concentration inférieure à 125 mg/l
- les hydrocarbures : concentration inférieure à 10 mg/l
- la conductivité
- le volume : limité à 600 m³/j

Ce suivi sera mis en place sur chaque rejet vers le Saleys, ainsi que sur la qualité amont et aval du cours d'eau.

Lors des épisodes de crue, l'exploitant s'engage à stocker temporairement les eaux sur le carreau de la carrière. Ces eaux seront restituées progressivement au Saleys, sans perturber ni le débit, ni la qualité des eaux du cours d'eau.

II.4.2.3. Prévention des risques de pollution

Le réservoir aérien de stockage de carburant est placé dans une rétention maçonnée d'une capacité au moins équivalente.

L'aire de ravitaillement en carburant est constituée d'une dalle bétonnée étanche reliée à un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des fuites éventuelles. Ce point de collecte est relié à un décanteur et un séparateur d'hydrocarbures.

L'entretien et le lavage des engins sont réalisés au niveau de l'atelier installé dans le périmètre des installations de traitement des matériaux.

II.4.3. Pollution de l'air

L'encaissement des travaux n'apportera pas de nouvelles sources d'émissions et d'envols de poussière.

Le réseau de mesure des retombées de poussières dans l'environnement, équipé de 5 stations, sera conservé.

II.4.4. Bruit

L'approfondissement du carreau aura un effet de confinement de la source sonore au niveau du chantier d'extraction.

L'emplacement des pistes et des installations de traitement ne faisant pas l'objet de modification, ce projet n'entraînera donc pas de nuisance supplémentaire pour les riverains.

II.4.5. Vibrations

L'extraction des matériaux s'effectue par abattage de la roche à l'aide d'explosif. Les tirs de mines sont initiés par des détonateurs électriques à micro retard mis en place selon la méthode d'amorçage en fond de trou. Cette méthode permet de limiter la propagation des vibrations et de limiter la surpression aérienne.

En outre, l'exploitant a mis en place une technique de tir par foisonnement verticale préconisée par le cabinet d'expertise SAGEC. Ce procédé permet de limiter les charges instantanées et de limiter les effets des vibrations sur les terrains limitrophes et sur les constructions mitoyennes.

Ces tirs font l'objet d'une procédure d'autosurveillance avec enregistrement des vibrations mise en place depuis janvier 2004. Bien que nous ayons ponctuellement des plaintes du voisinage pour les nuisances dues aux tirs de mines, nous n'avons jamais constaté de valeurs mesurées, depuis la mise en place de l'autosurveillance, supérieure au seuil réglementaire maximal de 10 mm/s.

Durant la période 2004 – 2007, nous avons constaté une réduction régulière des vibrations et notamment depuis le début de l'année 2007 avec la mise en place de la technique de tir par foisonnement vertical avec amorçage séquentiel.

Année	Moyenne annuelle des vibrations en mm/s	Nombre de tirs
2004	1,9	41
2005	0,95	36
2006	1,1	51
2007	0,78	34

II.5. Les risques accidentels ; les moyens de prévention

Le projet d'approfondissement du carreau, situé au centre du périmètre déjà autorisé, n'entraînera aucun nouveau risque connu pour la sécurité publique. L'ensemble des aménagements mis en place sera conservé, et la clôture périphérique permet d'interdire l'accès à la zone de travaux.

II.6. Les conditions de remise en état proposées

La remise en état du site a été définie lors de la demande d'extension, dans le dossier n° 03 64 1006 de mars 1991, et validée par l'arrêté préfectoral n° 92/ENV/08 du 13 mars 1992. L'approfondissement ne modifie pas la remise en état prévue

initialement. L'objectif de cette remise en état est de restituer le site dans un état tel qu'il ne présente pas de danger pour les riverains, et de favoriser son intégration dans le paysage et dans l'environnement.

Le principe de cette remise en état consistera globalement à :

- Purger soigneusement les fronts résiduels
- Incliner les fronts de taille à environ 70° pour assurer la stabilité
- Ramener la largeur des banquettes à environ 4 mètres
- Régaler de la terre végétale sur les gradins hors d'eau avec une épaisseur d'environ 1 mètre
- Créer un plan d'eau d'environ 2,7 ha, dont l'altitude sera calée à la cote 15,5 m NGF par l'intermédiaire d'un trop plein vers le Saleys
- Constituer une zone remblayée d'environ 7 000 m² au Sud de l'exploitation avec les stériles d'exploitation. La pente des talus sera inclinée entre 30° et 45°
- Régaler de la terre végétale sur les berges hors d'eau
- Planter des arbres et des arbustes d'essences locales, sur les banquettes résiduelles hors d'eau et sur les talus
- Supprimer tout vestige d'exploitation

II.7. Les garanties financières

En application de l'article L 516.1 du code de l'environnement, l'exploitation d'une carrière est soumise à la constitution de garanties financières.

L'estimation du coût de la remise en état de la carrière, présentée par le pétitionnaire dans la d'approfondissement, est conforme à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

III. PRINCIPAUX TEXTES APPLICABLES A L'INSTALLATION

La société CEMEX Granulats Sud-Ouest est soumise au titre des installations classées du Code de l'Environnement et plus particulièrement au livre V, ainsi qu'aux principaux textes suivants :

- Le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées
- Le décret n° 53-578 modifié relatif à la nomenclature des installations classées
- L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
- L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

IV. LA CONSULTATION DES SERVICES ET DE LA MAIRIE

Préalablement à l'instruction de cette demande, nous avons demandé à Monsieur le Préfet de consulter les services suivants :

- Direction Régionale de l'Environnement
- Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt – police de l'eau
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
- Conseil municipal de la commune de CARRESSE-CASSABER

Service	Remarques formulées	Eléments de réponse de l'exploitant
DDASS	Ce service n'a pas émit de remarque sur ce projet	
DDAF	Ce service n'a pas émit de remarque sur ce projet	
DIREN	Avis favorable	
Conseil municipal de CARRESSE-CASSABER	Avis favorable sous réserve que soit pris en compte : <ul style="list-style-type: none"> ↳ la solidité des terrains des propriétaires riverains suite à l'approfondissement du site ↳ que pour une plus grande responsabilité de sécurité et de prise en compte des nuisances engendrées, les tirs actuellement effectués par des sous-traitants, soient effectués par l'entreprise elle-même, comme le fait la carrière LAFARGE Plâtres également située sur le territoire de la commune 	/

V. POSITIONNEMENT DE L'EXPLOITANT

Afin de faire connaître à l'exploitant l'avis des différents services et de l'analyse de l'inspection des installations classées, le projet a été communiqué pour positionnement à l'exploitant

Dans sa réponse en date du 10 octobre 2007, l'exploitant nous a signalé que le rapport de présentation de la demande d'approfondissement et le projet de prescriptions technique, ne faisait pas l'objet d'observation de leur part.

VI. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

En l'état actuel de l'autorisation, le gisement de cette exploitation à ciel ouvert de calcaire se terminera au début de l'année 2008. Pour poursuivre et achever l'extraction de ce gisement dans la limite du périmètre actuellement autorisé et dans la durée de l'autorisation, l'exploitant a présenté une demande d'approfondissement, sans modification du mode d'exploitation. Selon l'étude des principaux impacts, fournie dans le dossier de la demande d'approfondissement, il s'avère que ce projet n'est pas de nature à engendrer de nouvelles nuisances pour le voisinage.

Bien que cette carrière suscite régulièrement des plaintes du voisinage concernant les vibrations, les projections de pierres, les émissions de poussières et les rejets dans le Saleys, de nombreuses actions ont été entreprises par l'exploitant, afin de réduire ces impacts, tels que :

- la modification des plans de tirs et dernièrement de la technique mise en œuvre
- la surveillance encadrée de l'implantation des tirs, de la mise en œuvre des plans de chargement et du traitement des éventuels ratés de tirs
- l'arrosage des pistes, des accès et de la chute des matériaux fins
- la création de bassins de décantation adaptés aux volumes d'eaux à traiter issus de l'aire de traitement des matériaux

A ce jour, malgré les divers incidents relevés sur ce site, nous considérons que l'exploitant a mis en place des mesures adaptées pour la poursuite de l'activité dans l'emprise du périmètre actuelle, permettant de satisfaire aux prescriptions techniques qui lui sont applicables.

Au regard des principaux enjeux identifiés et des études jointes à la demande, il apparaît que :

- l'impact des nuisances dues aux tirs de mines est, déjà actuellement, correctement maîtrisé par l'exploitant. De plus l'autosurveillance des vibrations permet d'analyser chaque tir et d'adapter au besoin le tir de mines suivant
- l'impact sur les eaux souterraines et sur le Saleys, sera maîtrisé par un suivi régulier de la qualité des eaux rejetées et en limitant le débit d'exhaure moyen. Lors des épisodes de crues, les eaux seront stockées en fond de fouille, et l'exploitant attendra la fin de la crue du Saleys avant de reprendre progressivement le pompage.

VII. CONCLUSION

Le dossier transmis par l'exploitant en application de l'article 20 du décret 77-1133, nécessite des prescriptions additionnelles à l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière n° 92/ENV/08 en date du 13 mars 1992.

Nous proposons à Monsieur le Préfet des Pyrénées Atlantiques, après avis de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites dans sa formation spécialisée "Carrière", de prescrire en application de l'article 18 du décret n° 77-1133 modifié, un arrêté préfectoral complémentaire actualisant l'ensemble des prescriptions suivant le projet joint au présent rapport.

VU & TRANSMIS AVEC AVIS CONFORME
L'Ingénieur Subdivisionnaire

M. AMIEL

~~L'Inspecteur des Installations Classées~~

E. DEJONGHE

**PROJET D'ARRÊTE COMPLEMENTAIRE
MODIFIANT LES PRESCRIPTIONS
DE L'ARRÊTE PREFECTORAL N° 92/ENV/08 DU 13 MARS
1992 RELATIF A LA CARRIERE A CIEL OUVERT DE
CALCAIRE
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE
DE CARRESSE-CASSABER
AU LIEU DIT " Lagut"**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

VU le code de l'environnement et notamment son livre V - article L 511-1 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment l'article 18 ;

VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le code minier, le décret n°99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des carrières et le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 92/ENV/08 du 13 mars 1992 autorisant la SARL SOPHITRA à exploiter la carrière à ciel ouvert de calcaire située sur le territoire de la commune de CARRESSE-CASSABER au lieu dit "Lagut" ;

VU l'arrêté préfectoral n° 92/ENV/15 du 23 janvier 1992 autorisant la Société des Sablières et Entreprises Morillon Corvol, dont le siège est situé à Rungis, à se substituer à la SARL SOPHITRA ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94/ENV/08 du 29 avril 1994 autorisant l'approfondissement du carreau de la carrière ;

VU le récépissé n° 99/IC/241 du 8 juin 1999 relatif à la déclaration de changement d'exploitant au bénéfice de la société Morillon Corvol Sud Ouest ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01/IC/463 du 25 octobre 2001 relatif aux modifications des modalités de fin d'exploitation et de remise en état du site ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05/IC/142 du 30 mars 2005 modifiant le montant des garanties financières pour la remise en état du site ;

VU le récépissé n° 07/IC/059 du 15 février 2007 relatif à la déclaration de changement d'exploitant au bénéfice de la société CEMEX Granulats Sud Ouest ;

VU la demande du 17 janvier 2007 présentée par Monsieur François LARUE, agissant en qualité de Directeur Régional de la société CEMEX Granulats Sud-Ouest, sollicitant l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de la carrière par approfondissement du carreau ;

VU les plans et renseignements joints à la demande précitée ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites dans sa formation spécialisée "Carrières" lors de sa réunion du

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du

Considérant que les travaux d'approfondissement ne sont pas de nature à entraîner de nouveaux dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-2 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que les mesures spécifiées par le présent projet d'arrêté préfectoral complémentaire constituent les prescriptions techniques permettant de prévenir les dangers ou les inconvénients de cette installation ;

Considérant que les mesures de suivi des eaux imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir le risque d'impact négatif sur la qualité des eaux du Saleys ;

Considérant que les mesures de suivi des vibrations des tirs de mines sur les constructions voisines permettront de réduire l'impact des nuisances dues aux tirs de mines ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

1.1 - Installations autorisées

La société CEMEX Granulats Sud Ouest, dont :

Siège social	2 rue du Verseau SILIC 423 94 583 RUNGIS Cedex
Siège administratif	13 rue des Lacs BP 25112 – LESPINASSE 31 151 FENOUILLET Cedex
Adresse locale	« Lagut » 64 270 CARRESSE-CASSABER

est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Carresse-Cassaber au lieu-dit "Lagut" sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

Rubrique	Description	Capacité	Régime
2510.1	Exploitation de carrière Superficie de 115 800 m ²	Production maximale de 250 000 t/an	Autorisation

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriétés de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles mentionnées à l'article 2.2 - .

1.2 - Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

1.3 - Notion d'établissement

L'établissement est constitué par l'ensemble des installations classées relevant d'un même exploitant situées sur un même site au sens de l'article 12 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, y compris leurs équipements et activités connexes.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1 - Conformité au dossier

L'autorisation délivrée vaut pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans la demande

modifiée en dernier lieu par le dossier n° 03.64.4507 de décembre 2006 et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

La présente autorisation ne vaut pas :

- Permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article 1.1 - ; ces ouvrages et édifices restent soumis aux dispositions du Code de l'Urbanisme ;
- Autorisation de défrichement.

2.2 - Implantation

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles ci-dessous mentionnées, représentant une superficie totale de **115 800 m²**.

<i>Commune</i>	<i>Section</i>	<i>N° de parcelle</i>	<i>Surface en m²</i>
		209	11 730
		214	7 280
		215	150
		219	9 260
		224	1 700
		225	7 000
		226	4 350
		227	1 780
		228	6 180
		232	1 380
		233	2 600
		234	15 680
		235	1 040
		418	2 520
Carresse-Cassaber	169 A	419	870
		420	2 940
		440	4 488
		441	11 225
		442	2 495
		443	63
		444	1 057
		445	5 409
		446	351
		447	3 065
		448	315
		449	4 035
		450	2 405
		451	20
		469	4 376
		portion de chemin rural	≈ 36
Emprise totale			115 800

2.3 - Capacité de production et durée

L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de **30 ans** à compter du 13 mars 1992. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de **250 000 tonnes**.

L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée **6 mois** au moins avant l'échéance de la présente autorisation

La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 2.2 - doit être achevée **3 mois** au moins avant l'échéance de la présente autorisation;

La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée **6 mois** avant la fin de l'autorisation conformément à l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

2.4 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

2.5 - Réglementations applicables

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions du Code de l'Environnement et notamment son livre V ;
- aux dispositions du Code Minier et des textes pris pour son application relative à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement ;
- aux dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

2.6 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, l'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'établissement.

Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 : AMENAGEMENTS

3.1 - Information du public

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au site, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention « Sortie de carrière », doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de l'accès au site.

3.2 - Bornages

L'exploitant est tenu de placer, préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1 - :

- des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation,
- des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état,
- des bornes de positionnement des limites de l'extraction.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

3.3 - Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

3.4 - Gestion des eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation et la voirie publique doit être mis en place en périphérie de ces zones.

ARTICLE 4 : ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

4.1 - Déclaration

En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée du 27 septembre 1941 portant Règlement des fouilles archéologiques, de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et de son décret d'application du 16 janvier 2002, avertir :

Monsieur le conservateur régional de l'archéologie d'Aquitaine
54 rue Magendie
33074 BORDEAUX CEDEX

afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

En particulier, l'exploitant doit :

- signaler immédiatement toute découverte : construction, fosses, sépultures, etc. ...
- cesser tous travaux aux environs immédiats de la découverte,
- conserver les objets retirés et les tenir à la disposition du service régional de l'archéologie,
- autoriser les visites des représentants mandatés de ce service et permettre les prélèvements scientifiques.

Une copie des courriers relatifs aux fouilles ou à la découverte de vestiges archéologiques sera adressée à l'Inspecteur des Installations Classées.

4.2 - Surfaces concernées

Les travaux d'approfondissement du carreau d'extraction portent sur une surface d'environ 18 000 m². Ils ne comprennent que des surfaces déjà en exploitation.

ARTICLE 5 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et au plan de phasage définis dans le dossier de demande d'approfondissement du carreau n° 03.64.4507 de décembre 2006.

5.1 - Épaisseur d'extraction

La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à - 30 mètres NGF et - 33 mètres NGF à l'emplacement de la pompe d'exhaure.

5.2 - Abattage à l'explosif

L'exploitant est autorisé à procéder à l'abattage de la roche à l'aide d'explosifs. Il prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

5.3 - Gradins

L'exploitation sera conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de 15 mètres, jusqu'à la cote - 10 mètres NGF.

De la cote -10 mètres NGF à la cote - 30 mètres NGF, les gradins auront une hauteur maximale de 10 mètres

En position définitive les gradins seront inclinés selon une pente maximale de 70°.

5.4 - Banquettes

En cours d'exploitation, les banquettes devront être aménagées entre les gradins de façon à permettre le passage des engins en toute sécurité et assurer l'équilibre des terrains périphériques. La largeur minimale des ces banquettes sera de 10 mètres.

En fin d'exploitation, lorsque la banquette n'est plus utilisée comme piste, la largeur pourra être ramenée à 4 mètres.

Au pied du front Sud-Ouest, il sera conservé une largeur de gradin permettant d'assurer un rôle de piège à cailloux. Ces gradins seront complétés de merlons. Un accès pour les engins doit être maintenu pour assurer la purge du piège à cailloux.

5.5 - Véhicules

Les véhicules de transport ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers, en particulier :

- les chargements doivent être réalisés de manière à éviter toutes chutes de matériaux sur la voirie extérieure,
- le chargement de matériaux fins doit être, soit bâché, soit humidifié pour prévenir l'envol de poussière,
- ils ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques.

5.6 - Phasage prévisionnel

L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite comme décrites dans le dossier du pétitionnaire.

Surface à exploiter (en m ²)	Volume à exploiter(en m ³)	Tonnage à exploiter(en t)	Volume de découverte à décapier (en m ³)
18 000	280 000	750 000	0

5.7 - Destination des matériaux

Les matériaux extraits doivent être utilisés conformément aux dispositions du schéma départemental des carrières du département des Pyrénées-Atlantiques, approuvé par arrêté préfectoral du 12 avril 2002.

Les matériaux extraits sont traités sur l'emprise de la carrière, et distribués par la route.

ARTICLE 6 : SECURITE DU PUBLIC

6.1 - Clôtures et accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au front en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées.

Les bassins de décantation présents sur le périmètre d'autorisation sont munis d'une clôture périphérique avec panonceaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).

6.2 - Éloignement des excavations

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

Cette bande d'au moins 10 mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille ou du front de taille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Le sous cavage est interdit.

ARTICLE 7 : PLAN D'EXPLOITATION

Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs (cote NGF),
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état avec la nature de la remise en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 6.2 - ci-dessus et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les bornes visées à l'article 3.2 - ,
- les pistes et voies de circulation,
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,
- les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement, etc...),

Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 : PREVENTION DES POLLUTIONS

8.1 - Dispositions générales

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les voies de circulation publiques doivent être débarrassées de tous gravats ou boue qui ont pu être déposés par les véhicules accédant ou provenant de la carrière.

Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines.

8.2 - Plan des réseaux

Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage ...

8.3 - Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée.

- Le ravitaillement en carburant des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer en dehors de l'aire étanche prévue ci-dessus, à condition d'utiliser un bac de rétention mobile et de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement. Le dispositif de ravitaillement devra être équipé d'un robinet muni d'un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.

Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité immédiate de l'orifice, sont mentionnés de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature contenue dans le réservoir.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés par un organisme agréé dans les conditions prévues pour les déchets.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé. L'exploitant informe immédiatement l'inspecteur des installations classées.

IV - L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

8.4 - Consommation d'eau

L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le registre des consommations d'eau.

Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que des projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les eaux et d'éviter des retours dans le réseau d'eau publique.

8.5 - Rejets d'eau dans le milieu naturel

8.5.1 - Les eaux de surface

Afin de limiter les ruissellements sur les surfaces périphériques de la zone d'extraction, des aménagements sont mis en place pour contenir et drainer ces eaux vers des bassins de décantation.

Les eaux rejetées dans le milieu naturel, doivent respecter les valeurs suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température < 30° C,
- matières en suspension totales (MEST) < à 35 mg/l ,
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) < à 125 mg/l,
- hydrocarbures < à 10 mg/l .

Ces valeurs sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspensions, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, en doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les émissaires vers le ruisseau "Le Saleys" sont équipés d'un canal de mesure de débit et d'un dispositif de prélèvement. Ils sont aménagés de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.

Le volume moyen journalier d'eau d'exhaure rejeté dans le ruisseau "Le Saleys", est limité à 600 m³/j

8.5.2 - Les eaux de procédés.

Le lavage des matériaux n'est pas autorisé sur le site.

8.5.3 - Les eaux domestiques.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur sur les dispositifs d'assainissement autonome, dont notamment l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif ou tout autre texte qui viendrait s'y substituer.

8.5.4 - Surveillance des rejets

Une fois par mois, l'exploitant fait réaliser sur l'émissaire des bassins de décantation et sur l'émissaire de l'exhaure du carreau de l'extraction, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 8.5.1 - ci-dessus, ainsi que le suivi de la minéralisation de l'eau (conductivité) et le volume rejeté de l'émissaire d'exhaure. Les résultats de ces analyses et mesures, sont transmis dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspecteur des installations classées.

En cas de dépassements constatés, l'exploitant transmet les résultats à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les éventuelles causes ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

8.5.5 - Surveillance des eaux de surfaces

L'exploitant aménage deux points de prélèvement en amont et en aval de ses rejets à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de ses effluents avec Le Saleys.

Les emplacements des points de prélèvement sont choisis en accord avec l'inspection des installations classées.

Une fois par mois, l'exploitant fait réaliser des mesures de la qualité des eaux du milieu récepteur.

Lors des épisodes de crue du ruisseau « Le Saleys », le rejet d'exhaure est temporairement interrompu.

8.6 - Pollution atmosphérique

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère, des fumées épaisses, buées, suies, poussières ou gaz malodorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à l'agriculture, à la protection de la nature et à l'environnement, ainsi qu'à la conservation des sites et monuments.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :

- par la limitation de la vitesse de circulation des camions et engins,
- par la conformité des véhicules aux normes réglementaires de construction,

- par l'entretien régulier des voies de circulation,
- par la mise en place d'un système d'arrosage des pistes en période sèche,

8.6.1 - Retombées de poussières

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Il comporte 5 appareils de mesure implantés autour du périmètre d'autorisation. L'implantation et l'exploitation de ces plaquettes sont conformes à la norme NFX 43-014.

L'exploitant assure une autosurveillance de ces mesures, en réalisant 9 campagnes de mesures annuelles, dont 6 en période estivale et 3 en période hivernale.

Les résultats de ces mesures accompagnés de leurs interprétations sont transmis semestriellement à l'inspecteur des installations classées.

8.7 - Déchets

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits.

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur une aire de rétention étanche et à l'abri des eaux météoriques.

Les déchets qui ne peuvent pas être revalorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspecteur des installations classées. Il tient à disposition de l'inspecteur des installations classées un registre sur lequel est mentionné, pour chaque type de déchet :

- l'origine, la composition, le code de la nomenclature et la quantité ;
- le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement et la date de l'enlèvement ;
- la destination précise des déchets et leur mode d'élimination.

Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux, justifiant l'exécution des opérations ci-dessus, sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées et conservés pendant au moins 3 ans

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les déchets d'emballage de produits explosifs, sous réserve qu'il n'en résulte pas de gêne notable pour le voisinage ni de risque incendie pour le reste de l'installation, peuvent, après avoir été débarrassés des résidus de produits explosifs qu'ils pourraient contenir, être détruits dans les conditions définies aux articles 75 à 80 du décret n°79-846 du 28 septembre 1979.

Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 3 ans.

ARTICLE 9 : PREVENTION DES RISQUES

9.1 - Dispositions générales

9.1.1 - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. L'établissement doit être pourvu de moyens d'intervention et de secours appropriés aux risques.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et en matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, à la détection, à l'alerte des secours et à la lutte contre

l'incendie ainsi que les installations électriques et de chauffage, font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

La norme NFX 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité doit être appliquée conformément à l'arrêté ministériel du 4 août 1982 afin de signaler :

- les moyens de secours,
- les stockages présentant des risques,
- les locaux à risques
- les boutons d'arrêt d'urgence,
- les diverses interdictions.

9.1.2 - Equipements importants pour la sécurité

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la surface à protéger.

Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement. Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois tous les ans au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours.

Les résultats de ces contrôles et exercices doivent être consignés sur un registre d'incendie.

9.2 - Appareils à pression

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement doivent satisfaire aux prescriptions du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 et de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression.

9.3 - Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées et entretenues selon les dispositions du décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Elles sont maintenues en bon état. Elles sont périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 10 : BRUITS ET VIBRATIONS

L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement en dehors des tirs de mine.

10.1 - Bruits

10.1.1 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.79 du 23 janvier 1995.

Les engins dont la première mise sur le marché ou la première mise en service dans l'un des états membres de la

communauté est postérieure au 3 mai 2002, doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments.

10.1.2 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

10.1.3 - Niveaux acoustiques

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant Existant dans les zones à Emergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h 00 à 22 h00, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible de 22 h 00 à 7 h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence résulte de la comparaison du niveau de bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (absence du bruit généré par l'établissement) tels que définis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies dans le tableau ci-dessus.

10.1.4 - Contrôles

Tous les 3 ans, l'exploitant fait réaliser, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de faire effectuer des contrôles périodiques supplémentaires.

Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant

10.2 - Vibrations

10.2.1 - Réponse vibratoire

En dehors des tirs de mines, les dispositions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables. Toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire telle que définie dans ladite circulaire, ne peut être effectuée que par un organisme agréé.

10.2.2 - Tirs de mines

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (*on entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments*) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de Fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

10.2.3 - Autosurveillance

Une procédure d'autosurveillance des tirs de mine par enregistrement des vibrations est mise en place. Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Une copie de ce registre est adressée mensuellement à l'inspection des installations classées.

L'exploitant devra se conformer aux dispositions du titre "Explosifs" du règlement général des industries extractives.

ARTICLE 11 : TRANSPORT DES MATERIAUX ET CIRCULATION

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour que les véhicules sortant du site autorisé à l'article 1.1 - ne soient pas à l'origine, sur les voies publiques et leurs abords :

- ni d'envols de poussières,
- ni de dépôt de poussières, boues ou minéraux, et ce quelles que soient les conditions atmosphériques,
- ni d'une section dangereuse.

Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

Les matériaux produits par l'exploitation sont acheminés par transports routiers.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site, notamment en ce qui concerne le poids total autorisé en charge (PTAC) et le poids total roulant autorisé (PTRA).

Les installations sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

ARTICLE 12 : NOTIFICATION DE L'ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant, soit de la date d'expiration de l'autorisation, soit de la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, l'exploitant notifie au Préfet l'arrêt définitif de son installation en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et comporte en particulier :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site le cas échéant,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines le cas échéant,
- l'insertion du site de la carrière dans son environnement,
- la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

Ce mémoire explicite notamment le respect des prescriptions en matière de remise en état applicables à cette carrière définies à l'article 13.3 - ci-dessous.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci avant, l'arrêt définitif d'une partie significative de son site autorisé lorsque qu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

La déclaration d'arrêt définitif d'une partie significative du site autorisé, soumise à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier, est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celles soumises à ladite police des carrières.

ARTICLE 13 : ETAT FINAL

13.1 - Principe

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511 du Code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexé au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet.

A - L'exploitant doit adresser au préfet, au moins **6 mois** avant l'échéance de la présente autorisation, un dossier comprenant :

- la date prévue d'arrêt de l'exploitation et la date prévue pour la fin du réaménagement,

- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total,
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

Le mémoire sur l'état du site doit préciser notamment:

- les incidents intervenus au cours de l'exploitation,
- les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu,
- les mesures compensatoires et surveillances éventuellement nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement,
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets,
- l'éventuelle dépollution des sols et eaux souterraines.

B - L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée **6 mois** au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

C - La remise en état définitive du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 2.2 - doit être achevée **3 mois** au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

13.2 - Notification de remise en état

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées. Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11 du Code de l'Environnement.

13.3 - Conditions de remise en état

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :

- Traitement des fronts de taille :
 - Purger soigneusement les fronts résiduels
 - Incliner les fronts de taille à environ 70° pour assurer la stabilité
- Traitement des banquettes et des berges
 - Ramener la largeur des banquettes à environ 4 mètres
 - Régaler de la terre végétale sur les gradins hors d'eau avec une épaisseur d'environ 1 mètre
 - Constituer une zone remblayée d'environ 7 000 m² au Sud de l'exploitation avec les stériles d'exploitation.
 - La pente des talus sera inclinée entre 30° et 45°
 - Régaler de la terre végétale sur les berges hors d'eau
 - Planter des arbres et des arbustes d'essences locales, sur les banquettes résiduelles hors d'eau et sur les talus
- Plan d'eau
 - Créer un plan d'eau d'environ 2,7 ha, dont l'altitude sera calée à la cote 15,5 m NGF par l'intermédiaire d'un trop plein vers le Saleys
- Nettoyage général du site,
- Remise en état, si nécessaire, de la clôture autour des zones dangereuses,
- Suppression de la signalisation spécifique à l'exploitation de la carrière
- Maintien de la signalisation des zones de dangers

ARTICLE 14 : CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L516-1 du Code de l'Environnement dans les conditions suivantes.

14.1 - Montant des garanties financières

L'exploitation de la carrière visée par le présent arrêté est divisée en périodes quinquennales. Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement décrit au dossier de demande d'autorisation et tel que défini à l'Article 13 : du présent arrêté d'autorisation, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à :

Phase	Période considérée	Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) <i>Pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu</i>	Surface maximale à remettre en état durant la période considérée (en ha)
1	de la date de notification du présent arrêté au 13 mars 2012	Cr = 84 815	S1 = 3,3 S2 = 1,45 S3 = 1,22
2	du 13 mars 2012 au 13 mars 2017	Cr = 84 815	S1 = 3,3 S2 = 1,45 S3 = 1,22
3	du 13 mars 2017 au 13 mars 2022	Cr = 84 815	S1 = 3,3 S2 = 1,45 S3 = 1,22

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 14.3 -

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, et indiquer dans son article 2 le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par le cautionnement mentionné dans le tableau ci-dessus.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée dans le tableau ci-dessus en fonction de la période concernée. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

14.2 - Augmentation des garanties financières

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

14.3 - Renouvellement et actualisation des garanties financières

Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins **6 mois avant cette date**, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document conforme à l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

Le montant des garanties financières fixé à l'article 14.1 - ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice 416,20 correspondant au mois de février de l'année 1998.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra au début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 14.1 - ci-dessus. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, à savoir :

$$C_n = C_r \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_r} \times \frac{1 + TVA_n}{1 + TVA_r}$$

C_r : le montant de référence des garanties financières.

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_r : indice TP01 de février 1998 (416,20).

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_r : taux de la TVA applicable en février 1998 (0.206).

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues à l'article 14.5 - ci-dessous.

14.4 - Appel des garanties financières

Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L514-1 du Code de l'Environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

14.5 - Sanctions administratives et pénales

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 14.3 - ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L514-1 dudit Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L514-11 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 15 : HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) qui lui sont applicables.

ARTICLE 16 : MODIFICATIONS

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 17 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Conformément aux dispositions de l'article 23-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, le nouvel exploitant doit adresser à Monsieur le Préfet un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant comprenant notamment :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières par le nouvel exploitant,
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

ARTICLE 18 : CADUCITE

En application de l'article 32 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, le présent arrêté cessera de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de 3 ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 19 : RECOLEMENT

L'exploitant doit procéder, dans un délai de **six mois** après la déclaration de début d'exploitation, au récolement du présent arrêté préfectoral réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes.

Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspecteur des installations classées.

Des arrêtés préfectoraux complémentaires, pris après avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, peuvent être proposés afin de fixer des prescriptions additionnelles rendues nécessaires pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation.

ARTICLE 20 : SANCTIONS

L'inobservation des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement et le décret du 21 septembre 1977 modifié susvisés, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les articles 141 et 142 du Code Minier.

ARTICLE 21 : ACCIDENTS / INCIDENTS

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité de l'établissement ou du voisinage ou la qualité des eaux doit être consigné sur un registre.

L'exploitant est tenu à déclarer « dans les meilleurs délais » à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

ARTICLE 22 : ABROGATION DE PRESCRIPTIONS ANTERIEURES

Les prescriptions du présent arrêté, à leur date d'effet, se substituent aux dispositions imposées par les arrêtés préfectoraux ci-dessous référencés :

- Arrêté préfectoral n° 92/ENV/08 du 13 mars 1992 autorisant la SARL SOPHITRA à exploiter la carrière à ciel ouvert de calcaire située sur le territoire de la commune de CARRESSE-CASSABER au lieu dit "Lagut"
- Arrêté préfectoral n° 92/ENV/15 du 23 janvier 1992 autorisant la Société des Sablières et Entreprises Morillon Corvol, dont le siège est situé à Rungis, à se substituer à la SARL SOPHITRA
- Arrêté préfectoral n° 94/ENV/08 du 29 avril 1994 autorisant l'approfondissement du carreau de la carrière
- Récépissé n° 99/IC/241 du 8 juin 1999 relatif à la déclaration de changement d'exploitant au bénéfice de la société Morillon Corvol Sud Ouest
- Arrêté préfectoral n° 01/IC/463 du 25 octobre 2001 relatif aux modifications des modalités de fin d'exploitation et de remise en état du site
- Arrêté préfectoral n° 05/IC/142 du 30 mars 2005 modifiant le montant des garanties financières pour la remise en état du site
- Récépissé n° 07/IC/059 du 15 février 2007 relatif à la déclaration de changement d'exploitant au bénéfice de la société CEMEX Granulats Sud Ouest

ARTICLE 23 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 24 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de PAU :

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 2 mois à dater de sa notification,
- par les tiers dans le délai de 6 mois à dater de sa notification.

ANNEXE I : PLANS

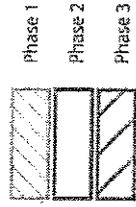
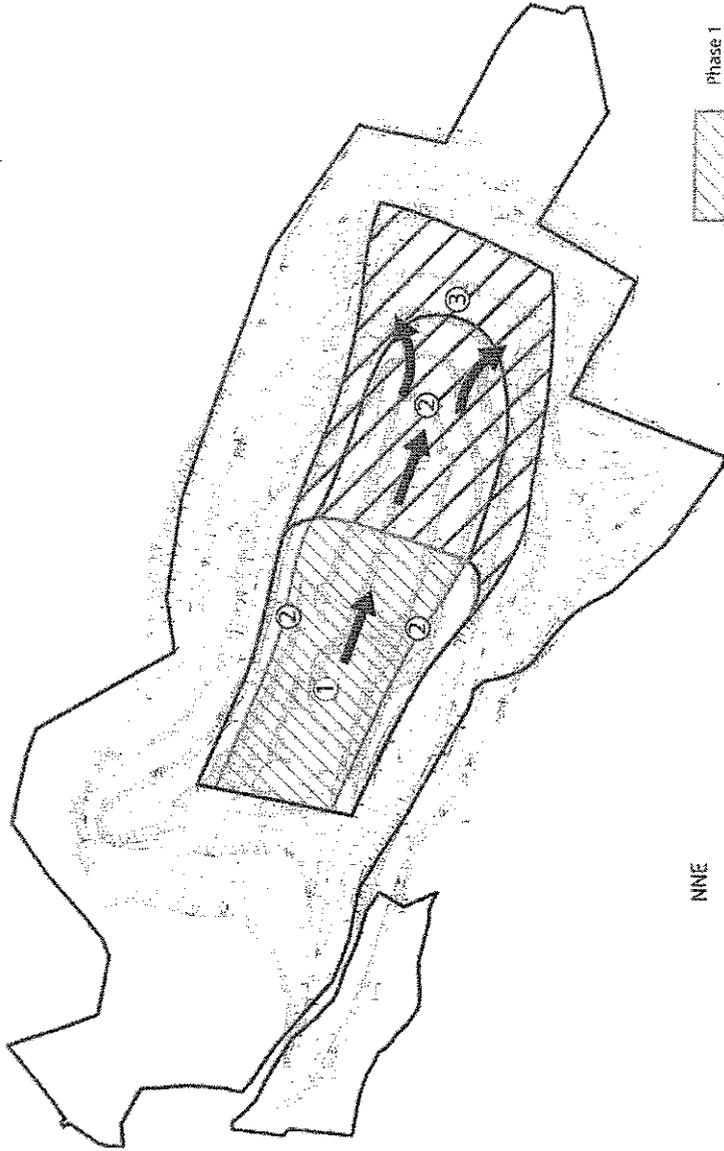
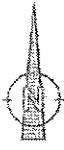
- Plan parcellaire
- Plan de phasage
- Coupe des travaux
- Plan des garanties financières
- Plan d'état final
- Implantation des points de rejet et de contrôle des eaux (à fournir par l'exploitant)



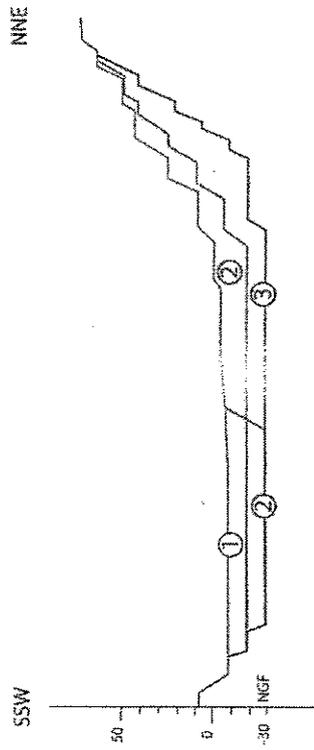
PLAN DE PHASAGE

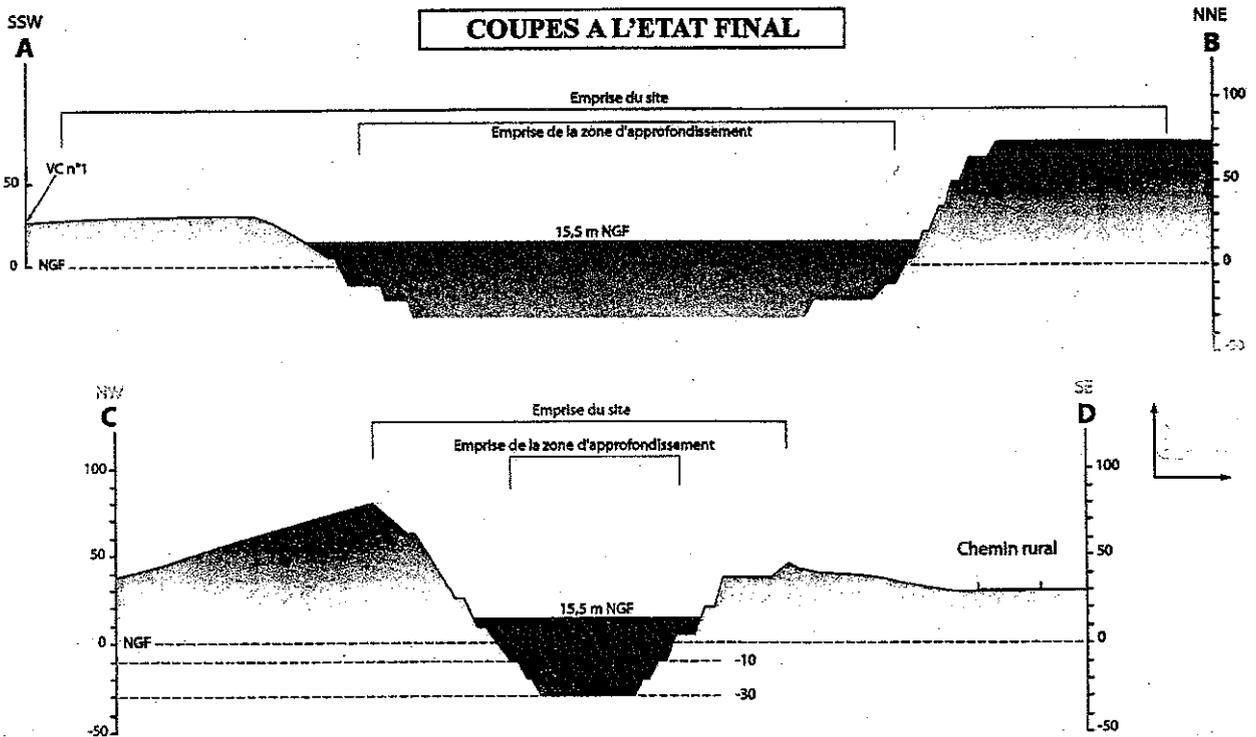
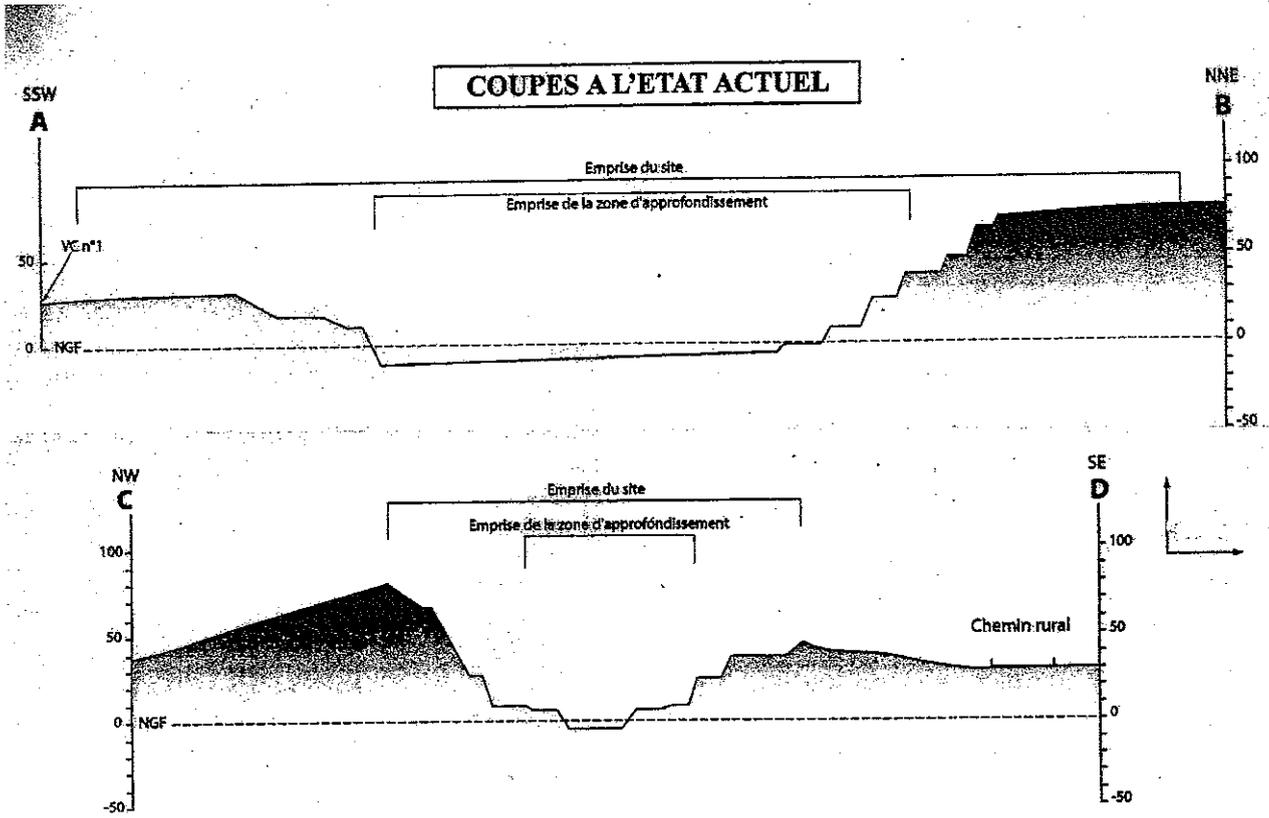
- Limite du site
- ① Limite et numéro de phase
- ➔ Sens de progression de l'exploitation

Dossier : CARRASSE-CASSABER

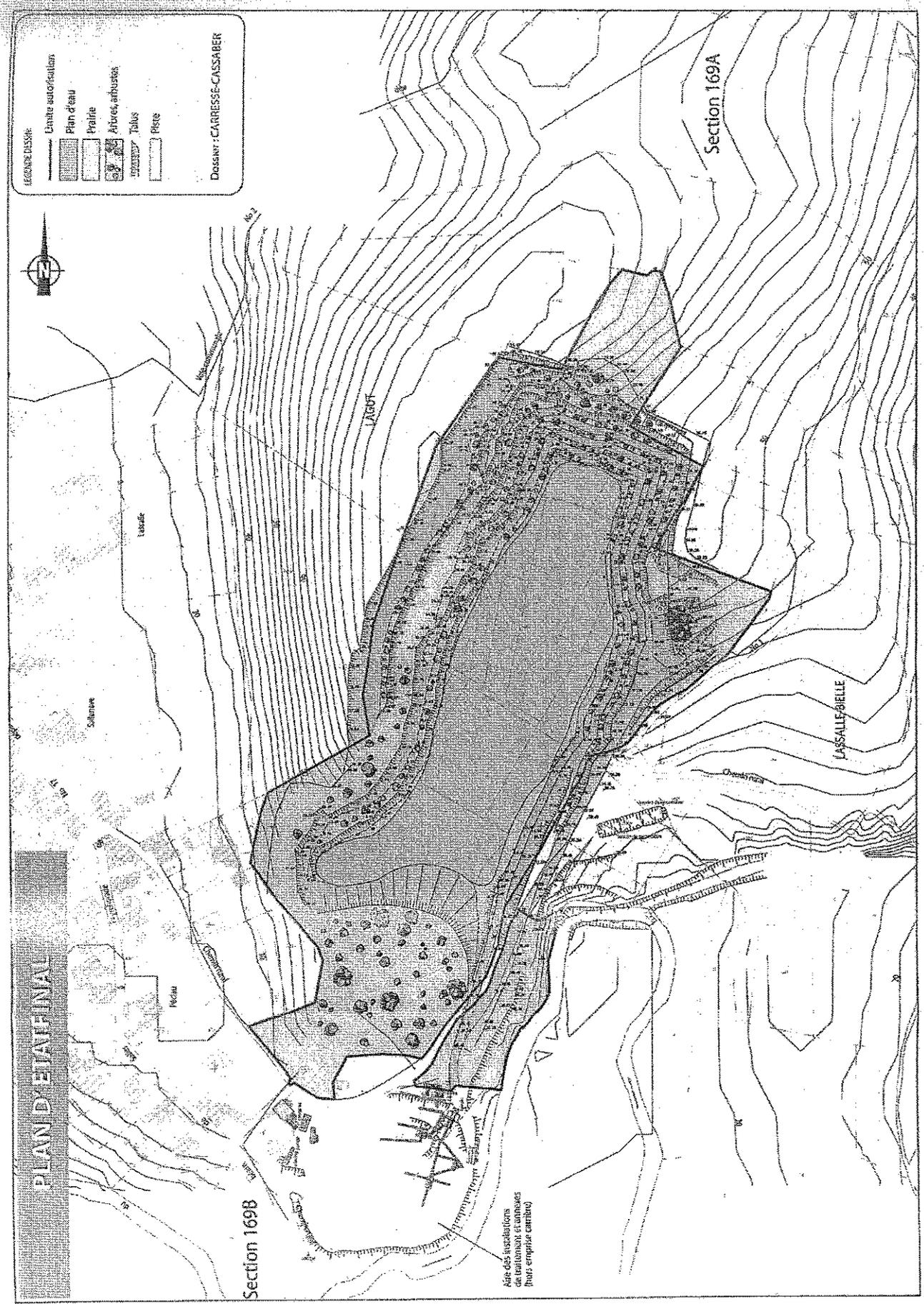


COUPE DU PHASAGE D'EXPLOITATION





Dossier : CARRESSE-CASSABER





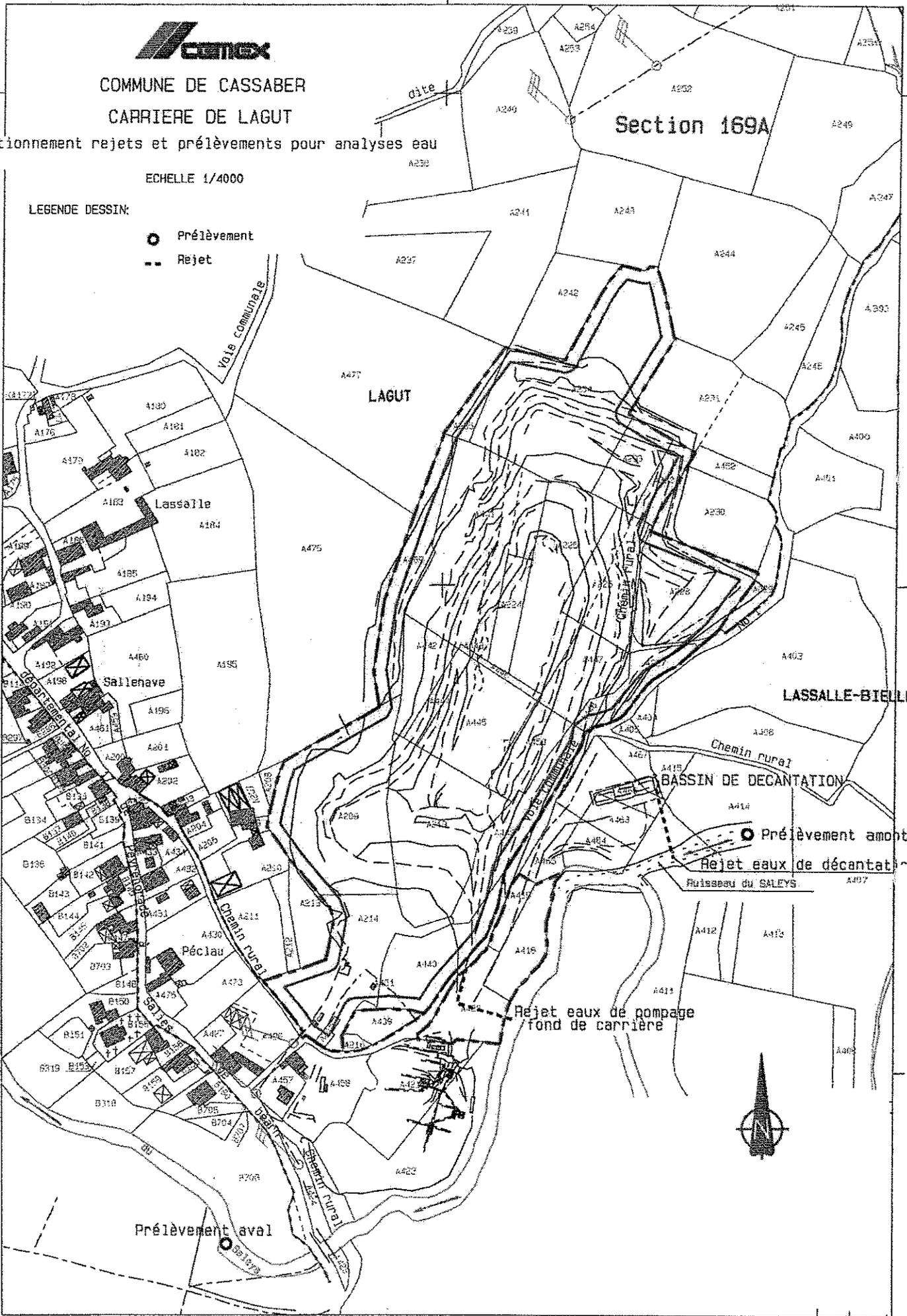
COMMUNE DE CASSABER
CARRIÈRE DE LAGUT

Positionnement rejets et prélèvements pour analyses eau

ECHELLE 1/4000

LEGENDE DESSIN:

- Prélèvement
- Rejet



Prélèvement aval

ANNEXE II : RECAPITULATIF DES DOCUMENTS ET ENVOIS

A) Documents à tenir à jour et à disposition de l'Inspection des Installations Classées

- 1) Généralités
 - plan de l'établissement
- 2) Eau
 - plan des réseaux
 - suivi des rejets d'eau d'exhaure
 - dossier de lutte contre la pollution des eaux
- 3) Déchets
 - registre de suivi des déchets (DIB & DIS)
- 4) Risques
 - consignes générales de sécurité
 - registres de suivi, A.P., levage, manutention, électricité
 - registre incendie
 - recueil des fiches de données de sécurité

B) Documents ou résultats d'analyses à adresser à l'Inspection des Installations Classées

FREQUENCE	Mensuelle	Semestrielle	Annuelle	Observations
1) GENERALITES				
Art 7 : plan d'exploitation			X	
2) EAU				
Art 8.5.4 : surveillance des rejets	X			
Art 8.5.5 : surveillance des eaux de surfaces	X			
3) AIR				
Art 8.6.1 : autosurveillance des retombées de poussières		X		9 mesures par an
4) BRUIT				
Art 10.1.4 : mesure des niveaux sonores				Tous les 3 ans
5) VIBRATIONS				
Art 10.2.3 : autosurveillance des tirs de mines	X			
6) AUTRES				
Art 14 : garanties financières				A l'ouverture puis renouvellement 6 mois avant échéance
Art 19 : Récolement				Sous un délai de 6 mois

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION	2
1.1 - Installations autorisées.....	2
1.2 - Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration.....	2
1.3 - Notion d'établissement.....	2
ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION	2
2.1 - Conformité au dossier	2
2.2 - Implantation	3
2.3 - Capacité de production et durée	3
2.4 - Intégration dans le paysage.....	4
2.5 - Réglementations applicables.....	4
2.6 - Contrôles et analyses.....	4
ARTICLE 3 : AMÉNAGEMENTS	4
3.1 - Information du public.....	4
3.2 - Bornages.....	4
3.3 - Accès à la voirie publique	4
3.4 - Gestion des eaux de ruissellement	5
ARTICLE 4 : ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE	5
4.1 - Déclaration.....	5
4.2 - Surfaces concernées	5
ARTICLE 5 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION	5
5.1 - Épaisseur d'extraction.....	5
5.2 - Abattage à l'explosif.....	5
5.3 - Gradins.....	5
5.4 - Banquettes	6
5.5 - Véhicules	6
5.6 - Phasage prévisionnel.....	6
5.7 - Destination des matériaux.....	6
ARTICLE 6 : SÉCURITÉ DU PUBLIC	6
6.1 - Clôtures et accès.....	6
6.2 - Éloignement des excavations.....	7
ARTICLE 7 : PLAN D'EXPLOITATION.....	7
ARTICLE 8 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS	7
8.1 - Dispositions générales.....	7
8.2 - Plan des réseaux.....	8
8.3 - Prévention des pollutions accidentelles.....	8
8.4 - Consommation d'eau.....	8
8.5 - Rejets d'eau dans le milieu naturel	9
8.6 - Pollution atmosphérique	9
8.7 - Déchets	10
ARTICLE 9 : PRÉVENTION DES RISQUES	10
9.1 - Dispositions générales.....	10
9.2 - Appareils à pression.....	11
9.3 - Installations électriques.....	11
ARTICLE 10 : BRUITS ET VIBRATIONS	11
10.1 - Bruits	11
10.2 - Vibrations.....	12
ARTICLE 11 : TRANSPORT DES MATÉRIAUX ET CIRCULATION.....	13
ARTICLE 12 : NOTIFICATION DE L'ARRÊT DEFINITIF DES TRAVAUX.....	13
ARTICLE 13 : ÉTAT FINAL	13
13.1 - Principe	13
13.2 - Notification de remise en état.....	14
13.3 - Conditions de remise en état	14
ARTICLE 14 : CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES	14
14.1 - Montant des garanties financières.....	14
14.2 - Augmentation des garanties financières.....	15
14.3 - Renouvellement et actualisation des garanties financières.....	15
14.4 - Appel des garanties financières.....	16

14.5 - Sanctions administratives et pénales	16
ARTICLE 15 : HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS.....	16
ARTICLE 16 : MODIFICATIONS	16
ARTICLE 17 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT	16
ARTICLE 18 : CADUCITÉ.....	16
ARTICLE 19 : RECOLEMENT	17
ARTICLE 20 : SANCTIONS	17
ARTICLE 21 : ACCIDENTS / INCIDENTS.....	17
ARTICLE 22 : ABROGATION DE PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES	17
ARTICLE 23 : DROITS DES TIERS	17
ARTICLE 24 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	18
ANNEXE I : PLANS	19
ANNEXE II : RECAPITULATIF DES DOCUMENTS ET ENVOIS	25

